

03/06/2024

Dossier

Dénomination sociale

Numéro d'entreprise

Détail de l'article sélectionné

Division cadastrale

21672 WOLUWE-SAINT-LAMBERT 2 DIV

Identification et droits éventuels du ou des propriétaires

Nom	Rue	Commune	Droits	Autre(s)

Biens associés : Superficie totale 5282.0 - Situation le : 03/06/2024

Situation	Pol/Wa	Section	Numéro de la parcelle	Nature	Superf. en ca	Contenance en m3	Année de la fin de construction	Code	Revenu cadastral
1 - R DRIES		C	0021D2P0000	JARDIN	5282.0	---	---	1F	33

Annexes**1 - Division cadastrale : 21672 - WOLUWE-SAINT-LAMBERT 2 DIV - Numéro de section : C - Numéro de la parcelle : 0021D2P0000****Information sur la Parcelle**

Code et description commune administrative (INS) : 21018 - BR/WOLUWE-SAINT-LAMBERT/

Code et description indice de valeur du sol : 3 - null

Ordre des composantes de la parcelle : 01

ID situation PUR : 6928600

Coordonnée X : 154148

Coordonnée Y : 170715

Information sur la Situation Patrimoniale

Inscription article précédente : NA

Régistration article : NA

Timestamp version début situation patrimoniale : 2017-03-09

Date fiscale de début de la situation patrimoniale : 2017-03-06

ID de la situation patrimoniale : 203967363

Information sur la situation Parcellaire

Date de début situation parcelle : 2017-03-06

Code détail partie privative : ****

ID situation parcelle : 202141779

Numéro du croquis établi à la création ou la mutation de la parcelle : 1999011

Date version de début de situation de la parcelle : 2017-03-09

Information sur le Sol

Code et description nature PUR : 4 - JARDIN

Code et description type de PUR : 2 - Terrain

Situation non-bâti : R DRIES



Federale
Overheidsdienst
FINANCIEN

PATRIMONIUM-
DOCUMENTATIE

FOD Financiën - DIENST PLAN BRABANT
Afz.: Gaston Crommenlaan 6 - 9050 Gent

Uw bericht van: 03.10.2024 | Ons kenmerk: MEOW-2024-DD-01581077 | Bijlage: 1

Brussel, 11 oktober 2024

Aanvraag voorafgaande identificatie

Mevrouw,
Mijnheer,

Gelieve het antwoord op uw aanvraag van een voorafgaande identificatie van 03.10.2024 terug te vinden in bijlage.

Met vriendelijke groeten,

Administratie Opmetingen & Waarderingen
DIENST PLAN BRABANT



Raadpleeg informatie op
FIN.BELGIUM.BE



Een vraag? Bel ons
02 572 57 57



SAMENVATTING PRECAD

ALGEMENE GEGEVENS

Type dossier: horizontale splitsing percelen
Ons kenmerk: MEOW-2024-DD-01581077

Plannummer: 21672/10045

BRONPERCELEN

Perceel ID	Kad. Afd.	Ligging	Aard	Status
21672 C 21 D 2 P0000	SINT-LAMBRECHTS- WOLUWE 2 AFD	R DRIES	TUIN	Gekad.- Precad

VOORAFGAANDE IDENTIFICATIE

BEGINDATUM: 01.10.2024

GERESERVEERDE PERCELEN

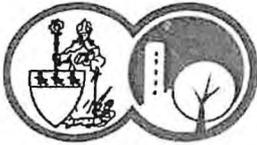
PRIVATIEVE DELEN

Benaming: LOT 1

Perceel ID: 21672 C 21 F2 P0000

Aard: ANDERE ONGEBWD

Oppervlakte (in m²): 458



**Commune de
WOLUWE-SAINT-LAMBERT**

Avenue Paul Hymans 2
1200 Bruxelles

Tél : 02.761.27.11

Fax : 02.772.25.67

www.woluwe1200.be

info.com@woluwe1200.be

ru.si@woluwe1200.be

RENSEIGNEMENTS URBANISTIQUES DELIVRES PAR LA COMMUNE

Votre courrier du 22/05/2024	Votre référence	Votre correspondant	Notre référence 24/0550	☎ 02/761.28.14 ✉ ru.si@woluwe1200.be
---------------------------------	-----------------	---------------------	----------------------------	---

Madame,

En réponse à votre demande de renseignements urbanistiques réceptionnée complète le 22/05/2024 et concernant le bien sis rue Dries cadastré 1^{ière} division section C n°21/D/2, nous avons l'honneur de vous délivrer le présent document, dressé sous réserve des résultats de l'instruction approfondie à laquelle il serait procédé au cas où une demande de certificat d'urbanisme, de permis d'urbanisme ou de permis de lotir était introduite au sujet du bien considéré.

A. RENSEIGNEMENTS URBANISTIQUES RELATIFS AUX DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES REGIONALES ET COMMUNALES QUI S'APPLIQUENT AU BIEN

1. En ce qui concerne la destination :

Le bien se situe :

- Au Plan Régional d'Affectation du Sol (**PRAS**) approuvé par arrêté du Gouvernement du 3 mai 2001, en zone d'habitation et partiellement en zone de parc;
- ~~(1) Dans le périmètre du plan d'aménagement directeur (**PAD**) dénommé ... approuvé par arrêté du Gouvernement du ... ;~~
- ~~(1) Dans le périmètre du plan particulier d'affectation du sol (**PPAS**) n°... approuvé le .../.../..., en zone(s) :... ;~~
- (1) Dans le périmètre du permis de lotir (**PL**) n°563 octroyé le 08/04/1998, en zone(s) :... ;

Les zones et les prescriptions littérales du PRAS et du PAD sont consultables sur le portail régional de l'urbanisme : <http://urbanisme.brussels>.

Le périmètre des PPAS et des PL sont consultables sur le site internet suivant : www.brugis.be, leur contenu est disponible, sur demande, auprès du service urbanisme de la commune.

2. En ce qui concerne les conditions auxquelles une demande de permis ou de certificat d'urbanisme serait soumise :

- Les prescriptions du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (**CoBAT**) ;
- Les prescriptions du **PRAS** précité ;

(1) Biffer la ou les mentions inutiles

Le solde des superficies de bureaux et d'activités de production de biens immatériels admissibles (CASBA) est consultable à l'adresse internet suivante : <http://www.casba.irisnet.be/PRAS/ListeMaille.htm> ;

- ~~○ (1) Les prescriptions du PAD précité ;~~
- ~~○ (1) Les prescriptions du PPAS précité, sous réserve d'une abrogation implicite de certaines de ses dispositions ;~~
- ~~○ (1) Les prescriptions du permis de lotir (PL) précité ;~~
- ~~○ (1) Les prescriptions du Règlement Régional d'Urbanisme (RRU), approuvé par l'arrêté du Gouvernement du 21 novembre 2006 ;~~
- ~~○ (1) Les prescriptions du règlement régional d'urbanisme zoné (RRUZ) suivant..., approuvé par..., le ... ;~~
- ~~○ (1) Les prescriptions du règlement communal d'urbanisme (RCU) du 12/11/1956 – modifié les 14/01/1957, 29/08/1988 (art.108bis) et 23/01/2012 (art.84bis) ;~~
- ~~○ (1) Les prescriptions du règlement communal d'urbanisme spécifique ou zoné (RCUS ou RCUZ) suivant :~~
 - ~~● « règlement communal d'urbanisme zoné pour l'avenue Georges Henri » approuvé en date du 21/05/2012 ; le bien est donc également compris dans le périmètre de « règlement prime pour les immeubles de l'avenue Georges Henri » approuvé en date du 19/12/2011.~~
 - ~~● « règlement communal d'urbanisme zoné chaussée de Stockel – rue Konkel » approuvé en date du 19/10/2015 ;~~
- ~~○ (1) Le bien est situé dans le Périmètre d'intérêt régional destiné à recevoir le projet d'intérêt régional ... arrêté par le Gouvernement le~~

Les prescriptions du PRAS et des règlements régionaux d'urbanisme sont consultables sur le portail régional de l'urbanisme : <http://urbanisme.brussels>.

Le périmètre des PPAS, des PL et des RCU sont consultables sur le site internet suivant : www.bruqis.be, leur contenu est disponible, sur demande, auprès du service urbanisme de la commune.

3. En ce qui concerne une expropriation éventuelle qui porterait sur le bien :

- ~~○ À ce jour, l'administration communale a connaissance que le bien considéré est repris au **plan d'expropriation** approuvé par..., autorisant..., à exproprier le bien.~~

4. En ce qui concerne l'existence d'un périmètre de préemption :

- ~~○ Néant ;~~

5. En ce qui concerne les mesures de protection du patrimoine relatives au bien :

- ~~○ (1) Le bien est inscrit sur la **liste de sauvegarde** par arrêté du Gouvernement du... ;~~
- ~~○ (1) Le bien est **classé** par... du... ;~~
- ~~○ (1) Le bien fait l'objet d'une **procédure** d'inscription sur la liste de sauvegarde/de classement initiée par arrêté du Gouvernement du... ;~~
- ~~○ (1) Le bien est situé en **zone de protection** (ou à défaut d'une telle zone, à moins de 20 mètres) d'un ou plusieurs monument(s), ensemble(s) ou site(s) classé(s) ou inscrits sur la liste de sauvegarde ;~~
- ~~○ (1) Le bien fait l'objet d'un **plan de gestion patrimoniale**, tel que visé aux articles 242/1 et suivants du CoBAT, suivant... ;~~
- ~~○ (1) Le Gouvernement a fait application, pour le bien visé, de l'article 222, § 6, alinéas 2 et 3 du CoBAT : **conditions imposées** dans le cadre d'une décision du~~

~~Gouvernement de ne pas entamer la procédure de classement relative au bien concerné / de ne pas le classer ;~~

Par mesure transitoire, les immeubles qui ont fait l'objet d'une autorisation de bâtir ou d'une construction antérieure au 1^{er} janvier 1932 sont considérés comme inscrits dans l'inventaire du patrimoine immobilier de la Région (article 333 du CoBAT).

Pour ce qui concerne les éventuelles « autorisations patrimoine », des informations peuvent être obtenues à la Région, auprès de la Direction des Monuments et des Sites.

6. En ce qui concerne l'inventaire des sites d'activités inexploités :

- ~~o (1) Le bien est repris à l'inventaire des sites d'activités inexploités ;~~

7. En ce qui concerne l'existence d'un plan d'alignement :

- o La voirie le long de laquelle se situe le bien a fait l'objet d'un plan d'alignement approuvé par Arrêté royal le 21/09/1900;

8. Autres renseignements :

- ~~o (1) Le bien est compris dans le contrat de quartier suivant... ;~~
~~o (1) Le bien est compris dans le contrat de rénovation urbaine suivant... ;~~
~~o (1) Le bien se situe à proximité directe d'un site visé par l'ordonnance du 1^{er} mars 2012 relative à la conservation de la nature (réserve naturelle, réserve forestière ou zone Natura 2000), zone tampon de 60 mètres (zone Natura 2000) ;~~
o Afin de savoir dans quelle catégorie le bien est repris à l'inventaire de l'état du sol au sens de l'article 3, 15° de l'ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués, des renseignements peuvent être pris auprès de Bruxelles Environnement ;
o Afin de vérifier si le bien est grevé d'une servitude pour canalisation pour **transport de produits gazeux** dans le cadre de la loi du 12 avril 1965, des renseignements peuvent être pris auprès de Fluxys Belgium ;
~~o Le bien se situe/ne se situe pas en zone d'Espace de développement renforcé du logement et de la rénovation ;~~
~~o Le bien se situe/ne se situe pas dans le périmètre de la Zone de Revitalisation Urbaine ;~~
o En ce qui concerne une éventuelle question de zones inondables, nous vous invitons à prendre contact avec Bruxelles Environnement ;
o En ce qui concerne une éventuelle question de sécurité, de salubrité et d'équipement des logements, nous vous invitons à prendre contact avec la DURL ;
o En ce qui concerne une éventuelle question d'égouttage, nous vous invitons à prendre contact avec Vivaqua ;
o Nous vous informons qu'un règlement communal, voté le 25/11/2010, permet aux acquéreurs, répondant à certaines conditions, d'obtenir une réduction du précompte immobilier d'un bien destiné à héberger son propriétaire. Ce règlement est entré en vigueur le 01/01/2011 et modifié en date du 16/09/2013. Tout renseignement à ce propos peut être obtenu auprès du Service de la Politique du Logement (tél : 02/761.28.02). Nous vous invitons à en informer l'acquéreur du bien faisant l'objet de l'acte pour lequel les renseignements urbanistiques sont demandés ;
o Conformément à l'article 11 du Titre I du RRU, la **zone de recul** est aménagée en jardinet et plantée en pleine terre. Elle ne comporte pas de constructions sauf celles accessoires à l'entrée de l'immeuble tels que, notamment, les boîtes aux lettres, clôtures ou murets, escaliers ou pentes d'accès. Elle ne peut être transformée en

(1) Biffer la ou les mentions inutiles

espace de stationnement ni être recouverte de matériaux imperméables sauf en ce qui concerne les accès aux portes d'entrée et de garage à moins qu'un règlement communal d'urbanisme ou un règlement d'urbanisme édicté sur une partie du territoire communal ne l'autorise et n'en détermine les conditions. La zone de recul est régulièrement entretenue.

B. AU REGARD DES ELEMENTS ADMINISTRATIFS A NOTRE DISPOSITION, CI-DESSOUS, LES RENSEIGNEMENTS URBANISTIQUES COMPLEMENTAIRES DESTINES AU TITULAIRE D'UN DROIT REEL QUI A L'INTENTION DE METTRE EN VENTE OU EN LOCATION POUR PLUS DE NEUF ANS LE BIEN IMMOBILIER SUR LEQUEL PORTE CE DROIT OU DE CONSTITUER SUR CELUI-CI UN DROIT D'EMPHYTEOSE OU DE SUPERFICIE, OU A LA PERSONNE QUE CE TITULAIRE MANDATE POUR CE FAIRE

1. En ce qui concerne les autorisations, permis et certificats :

- o (1) **Autorisation/permis d'urbanisme n°PU/1720210/2019/permis d'environnement/certificat** visant à construire une maison unifamiliale sur une partie du terrain , délivré le 25/02/2021 par le Collège des bourgmestre et échevins ; **Le permis d'urbanisme a été mis en non-valeur ;**

La description des travaux autorisés et les éventuelles conditions d'octroi sont accessibles, sur demandes, auprès de l'autorité délivrante (commune ou Région).

2. En ce qui concerne :

- o La destination urbanistique licite de ce bien : Terrain constructible : selon le Plan Régional d'affectation du sol (PRAS), le bien se situe en zone d'habitation et partiellement en zone de parcs.
- o La ou les utilisation(s) urbanistique(s) licite(s) de ce bien : terrain actuellement non bâti. Les prescriptions particulières relatives à la zone d'habitation prévoient que ces zones soient affectées principalement aux logements. La liste des autres affectations et leurs détails sont disponibles sur le site internet suivant : <http://urbanisme.irisnet.be/lesreglesdujeu/les-plans-d-affectation-du-sol/le-plan-regional-d-affectation-du-sol-pras/prescriptions/b.-prescriptions-particulières-relatives-aux-zones-d-habitat>
- o S'il s'agit d'un immeuble à unités multiples, le nombre d'unités :
- o Le descriptif ne constitue qu'une analyse intérieure et sommaire du bien ; ces informations ne peuvent pas être considérées comme exhaustives. Nous conseillons donc très fortement au vendeur et à l'acheteur de prendre conseil auprès de leur notaire et le cas échéant de se renseigner au Service de l'Urbanisme.

3. En ce qui concerne les constats d'infraction :

- ~~o (1) Le bien fait l'objet d'un **constat d'infraction** (références communales, n° de notice du parquet et n° NOVA) ..., dressé le..., ayant pour objet ...;~~
- ~~o (1) La ou les infractions font l'objet de **poursuites judiciaires** depuis le...;~~
 - ~~• (1) La procédure est en cours d'instruction,~~
 - ~~• (1) Un jugement a été rendu le..., par..., ordonnant...,~~
 - ~~• (1) Une procédure d'appel est en cours d'instruction, depuis le...;~~
- ~~o (1) La ou les infractions font l'objet d'une **procédure d'amende administrative** depuis le...;~~
 - ~~• (1) Une conciliation préalable est en cours venant à échéance le...,~~
 - ~~• (1) La procédure est en cours d'instruction,~~
 - ~~• (1) Une décision est intervenue le..., portant sur...,~~
 - ~~• (1) Un recours administratif à l'encontre de cette décision a été introduit,~~
 - ~~• (1) Une décision a été rendue par le fonctionnaire compétent ordonnant ...;~~

(1) Biffer la ou les mentions inutiles

~~(1) Un recours est pendant au Conseil d'État;~~
L'absence d'établissement d'un constat d'infraction ne permet pas de présumer de l'absence d'infraction.

4. Observations complémentaires :

- o Pour tous renseignements concernant les permis d'environnement délivrés, vous pouvez consulter la carte des permis d'environnement en ligne (<http://novac-pe.irisnet.be/>) ou contacter la division « Permis d'Environnement » aux coordonnées suivantes : pe.mv@woluwe1200.be – ligne téléphonique n°1 : 02 761 28 15 – ligne téléphonique n°2 : 02 761 28 49.

Fait à Woluwe-Saint-Lambert, le

- 6. 06. 2024

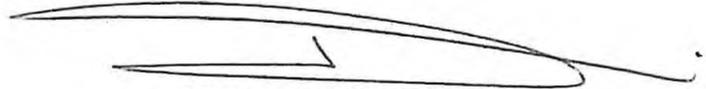
Par le Collège,

Le Secrétaire communal,



Patrick LAMBERT

Par déléation,
L'Échevine de l'Urbanisme
et des Permis d'Environnement,



Delphine DE VALKENEER

Remarques :

1. Les renseignements urbanistiques fournis sont valables à la date du présent courrier. Une modification ultérieure de la législation ou la fourniture de nouvelles preuves d'occupation peuvent avoir pour conséquence de modifier les informations fournies.
2. Le présent document ne dispense pas de se rendre titulaire du permis d'urbanisme pour l'exécution de travaux ou l'accomplissement d'actes énumérés à l'article 98, § 1 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT) ou par un règlement d'urbanisme conformément à l'article 98, § 2 du même Code, ou du permis de lotir exigé par l'article 103 du même Code.
3. Toute personne peut prendre connaissance auprès du service urbanisme de la commune du contenu des demandes de certificat ou de permis d'urbanisme ou de lotir introduites ou des certificats et permis délivrés, et obtenir copie des éléments communicables en vertu de l'ordonnance du 18 mars 2004 sur l'accès à l'information relative à l'environnement et à l'aménagement du territoire dans la Région de Bruxelles-Capitale.
4. Des copies ou extraits des projets de plans ou des plans approuvés, des permis de lotir non périmés, des plans d'alignement et des règlements d'urbanisme peuvent être obtenus auprès de l'administration communale. Celle-ci est susceptible de demander des frais relatifs à la délivrance de ces documents.
5. Le descriptif sommaire n'engage en rien la commune dès lors que celle-ci n'intervient pas dans son élaboration.

